

**En cas de divergences entre les différentes versions linguistiques, la version en langue anglaise fait foi.**



## Programme "Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs" (CERV)

### Appel à propositions

Appel à propositions pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes  
(CERV-2024-GE)

Version 1.0  
21 novembre 2023



HISTORIQUE DES CHANGEMENTS			
Version	Date de publication	Changements	Page
1.0	21.11.2023	▪ Version initiale.	
		▪	
		▪	
		▪	



**COMMISSION EUROPÉENNE**  
Direction générale de la justice et des  
consommateurs

**JUST.04 - Gestion du programme et des finances**

## **APPEL À PROPOSITIONS**

### **TABLE DES MATIÈRES**

0. Introduction .....	4
1. Contexte .....	5
2. Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées - Impact attendu .....	6
<b>Objectifs</b> .....	6
<b>Thèmes et priorités (champ d'application)</b> .....	7
<b>Activités qui peuvent être financées (champ d'application)</b> .....	9
<b>Impact attendu</b> .....	16
3. Budget disponible .....	17
4. Calendrier et délais .....	17
5. Recevabilité et documents .....	18
6. Eligibilité .....	19
<b>Participants éligibles (pays éligibles)</b> .....	19
<b>Composition du consortium</b> .....	20
<b>Activités éligibles</b> .....	20
<b>Situation géographique (pays cibles)</b> .....	21
<b>Durée</b> .....	21
<b>Budget du projet</b> .....	21
<b>Éthique et valeurs de l'UE</b> .....	21
7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion .....	22
<b>Capacité financière</b> .....	22
<b>Capacité opérationnelle</b> .....	23
<b>Exclusion</b> .....	23
8. Procédure d'évaluation et d'attribution .....	24
9. Critères d'attribution .....	25
10. Configuration juridique et financière des conventions de subvention .....	26
<b>Date de début et durée du projet</b> .....	26
<b>Étapes et résultats attendus</b> .....	27
<b>Forme de la subvention, taux de co-financement et montant maximal de la subvention...</b> .....	28
<b>Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts</b> .....	28
<b>Modalités de déclaration et de paiement</b> .....	28
<b>Garanties de préfinancement</b> .....	29
<b>Certificats</b> .....	29
<b>Régime de responsabilité pour les recouvrements</b> .....	29
<b>Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet</b> .....	30
<b>Autres spécificités</b> .....	30
<b>Non-conformité et rupture du contrat</b> .....	30
11. Comment soumettre une candidature .....	30
12. Aide .....	31
13. Important .....	32

## 0. Introduction

Le présent appel à propositions concerne l'octroi de **subventions** de l'UE à l'**action** dans le domaine de l'**égalité entre les femmes et les hommes** dans le cadre du **programme "Citoyens, égalité, Droits et Valeurs" (CERV)**. Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans :

- Règlement 2018/1046 ([règlement financier de l'UE](#))
- l'acte de base (règlement CERV [2021/6921](#)<sup>1</sup>).

L'appel est lancé conformément au programme de travail 2023-2024<sup>2</sup> et sera géré par la **Direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) de la Commission européenne**.

Veuillez noter que cet appel est soumis à l'adoption finale du budget pour 2024 par l'autorité budgétaire de l'UE. En cas de changements substantiels, nous pourrions être amenés à modifier l'appel (voire à l'annuler).

L'appel couvre le **sujet** suivant :

### **CERV-2023-GE - Appel à propositions pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes**

Nous vous invitons à lire attentivement la **documentation relative à l'appel**, et en particulier le présent document d'appel, le modèle de convention de subvention, le [manuel en ligne du portail « Funding & Tenders » de l'UE](#) et la [convention de subvention annotée \(AGA\) de l'UE](#).

Ces documents apportent des éclaircissements et des réponses aux questions que vous pourriez vous poser lors de la préparation de votre demande :

- le [document relatif à l'appel d'offres](#) décrit les éléments suivants :
- le contexte, les objectifs, le champ d'application, les activités pouvant être financées et les résultats escomptés (sections 1 et 2)
  - le calendrier et le budget disponible (sections 3 et 4)
  - les conditions d'admissibilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires ; sections 5 et 6)
  - les critères de capacité financière et opérationnelle et les critères d'exclusion (section 7)
  - la procédure d'évaluation et d'attribution (section 8)
  - les critères d'attribution (section 9)
  - la structure juridique et financière des conventions de subvention (section 10)
  - comment présenter sa demande (section 11)

---

<sup>1</sup> Règlement (UE) 2021/692 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant le programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" (JO L 156 du 5.5.2021, p. 1).

<sup>2</sup> Décision d'exécution de la Commission C(2022) 8588 final du 1.12.2022 relative au financement du programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" et à l'adoption du programme de travail pour 2023-2024.

Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)

- le manuel en ligne présente les grandes lignes suivantes :
  - les procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne via le portail de l'UE « Funding & Tenders ».
  - les recommandations pour la préparation de la demande
- la convention de subvention annotée contient :
  - des annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer pour obtenir la subvention (*notamment l'éligibilité des coûts, le calendrier des paiements, les obligations accessoires, etc.*)

Nous vous encourageons également à visiter le [portail des opportunités Funding and Tenders](#) pour consulter la liste des projets financés précédemment dans le cadre de l'appel EQUAL 2022, le [site web des résultats des projets du programme "L'Europe pour les citoyens"](#), la [page web des résultats du programme REC](#) ainsi que la [boîte à outils Daphne](#) afin de consulter la liste des projets financés précédemment.

## 1. Contexte

La stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes identifie la réduction du fossé entre les hommes et les femmes en matière de soins comme l'une des actions clés pour renforcer l'égalité de participation économique entre les femmes et les hommes. Les femmes assument encore une part disproportionnée du travail non rémunéré et adaptent souvent leur rythme de travail à leurs responsabilités familiales et à la manière dont ces tâches sont partagées avec leur partenaire.

La directive relative à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée vise à encourager un meilleur partage des responsabilités de soins entre les femmes et les hommes. Elle prévoit des droits à des congés familiaux, y compris le congé de paternité, le congé parental non transférable et le congé pour aidants, ainsi que le droit de demander des aménagements flexibles du temps de travail. Les États membres devaient mettre en œuvre la directive avant août 2022.

L'un des objectifs de la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes est également de s'attaquer à l'écart de rémunération et de pension entre les femmes et les hommes. Pour atteindre cet objectif spécifique, la Commission a présenté des mesures contraignantes sur la transparence des rémunérations. Elles ont été adoptées par les colégislateurs en mai 2023 et les États membres disposent de trois ans pour les transposer dans leur législation nationale.

Ces mesures complètent le cadre juridique sur l'égalité de rémunération déjà en place, qui comprend la directive de 2006 (directive 2006/54/CE) et la recommandation de la Commission de 2014 sur la transparence des rémunérations.

La nouvelle directive sur la transparence des rémunérations vise à renforcer le principe de l'égalité de rémunération et, en particulier, à dévoiler et à combattre les préjugés conscients ou inconscients en matière de rémunération qui conduisent souvent à une sous-évaluation du travail principalement effectué par les femmes. À cette fin, elle établit un cadre et des critères clairs pour l'application du concept de "travail de valeur égale".

L'application du concept de "travail de valeur égale" nécessite d'attacher une certaine valeur à un emploi ou à un poste, sur la base de critères objectifs et non sexistes. Elle aidera les travailleurs à identifier et à contester les discriminations dont ils peuvent être victimes. Elle aidera également les employeurs à évaluer si leurs structures salariales respectent dans la pratique le principe de l'égalité de rémunération.

## **2. Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées – Impact attendu**

### Objectifs

Soutenir, faire progresser et mettre en œuvre des politiques globales visant à promouvoir la pleine jouissance des droits des femmes, l'égalité entre les hommes et les femmes, y compris l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, l'autonomisation des femmes et l'intégration de la dimension de genre.

Initiative politique soutenue :

- Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 ;
- Stratégie européenne en matière de soins ;
- Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les parents et les aidants ;
- Directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services ;
- Plan d'action pour l'éducation numérique (2021-27) ;
- Directive (UE) 2023/9706 visant à renforcer l'application du principe de l'égalité de rémunération pour un même travail ou un travail de même valeur entre les hommes et les femmes par la transparence des rémunérations et des mécanismes d'exécution (directive sur la transparence des rémunérations) ;
- Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte) ;
- Recommandation de la Commission du 7 mars 2014 sur le renforcement du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes par la transparence.

### Thèmes et priorités (champ d'application)

Les gouvernements des États membres, les autorités locales et régionales et leurs associations, les partenaires sociaux (représentants des travailleurs ou des entreprises), les inspections du travail, les organismes de promotion de l'égalité, les organisations de la société civile, en particulier les organisations de défense des droits des femmes, et les autres parties prenantes sont invités à soumettre des projets (voir les critères d'éligibilité au point 6) dans le cadre des deux priorités suivantes :

## **1. S'attaquer aux causes profondes de l'écart de soins entre les hommes et les femmes en promouvant une approche transformatrice de l'égalité des sexes et en remettant en question les stéréotypes liés au genre.**

La stratégie européenne en matière de soins souligne l'importance de services de soins abordables, accessibles et de qualité, en vue de renforcer la participation des femmes au marché du travail et l'égalité des sexes, et d'encourager des conditions de travail durables pour les personnes qui occupent des emplois dans le domaine des soins, qui sont jusqu'à présent majoritairement des femmes. La recommandation du Conseil sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants : les objectifs de Barcelone pour 2030 vise à assurer une convergence accrue entre les États membres dans ce domaine.

L'objectif de cette priorité est de soutenir

- Promotion de pratiques favorables à la famille dans les entreprises, encourageant l'utilisation par les femmes et les hommes des nouveaux droits prévus par la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (y compris les congés familiaux, les nouveaux modes d'organisation du travail, le télétravail et le travail hybride, la flexibilité des horaires, la réduction de la semaine de travail, le partage d'emploi...) ;
- Prévention et protection contre toute forme de traitement défavorable et de discrimination des femmes pendant et après la grossesse, ainsi que des femmes et des hommes qui prennent un congé familial (congé de maternité/paternité/parental/de soignant) et des modalités de travail flexibles ;
- Sensibiliser à la valeur du travail de soins en réfléchissant à l'appréciation des compétences nécessaires pour le travail de soins, y compris les compétences non techniques, l'intensité du travail et d'autres aspects des conditions de travail dans les emplois de soins ;
- Remettre en question les stéréotypes de genre qui perpétuent la division traditionnelle du travail, dans le but de :
  - Encourager un partage égal des tâches informelles (soins aux enfants, travaux ménagers et soins aux personnes dépendantes) afin de mieux concilier la vie privée et la vie professionnelle ;
  - Promouvoir le rôle des hommes dans les soins et les responsabilités familiales et les encourager à prendre des congés parentaux et de paternité ;
  - Promouvoir la valeur du travail d'assistance rémunéré ;
  - Encourager la participation des hommes aux activités de soins (formelles et informelles), qu'il s'agisse de soins aux enfants ou de soins de longue durée.

Budget indicatif : 4 millions EUR



## **2. Soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations**

L'objectif de cette priorité est d'aider les autorités des États membres chargées de la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations (éventuellement en coopération avec d'autres entités telles que d'autres entités publiques, des organisations privées ou des organisations internationales qui peuvent se porter candidates en tant que co-demandeurs) à élaborer des orientations et/ou des outils nationaux pour des systèmes d'évaluation et de classification des emplois tenant compte de la dimension de genre et à sensibiliser les employeurs et les représentants des travailleurs de leurs pays respectifs à ces orientations et/ou à ces outils.

Conformément à la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes<sup>9</sup> et pour s'attaquer aux causes profondes de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, la nouvelle directive 2023/970 vise à renforcer l'application du principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un même travail ou un travail de même valeur grâce à la transparence des rémunérations et à des mécanismes d'application. La directive vise à mieux faire respecter le droit à l'égalité de rémunération et à faciliter la détection des écarts de rémunération structurels et de la discrimination fondée sur le sexe.

Entre autres, les obligations des États membres impliquent la mise en place d'outils analytiques ou de méthodologies pour évaluer et comparer la valeur du travail. Il peut s'agir de systèmes d'évaluation et de classification des emplois non sexistes.

Les systèmes d'évaluation des emplois sont un outil permettant d'évaluer la valeur des emplois en fonction de facteurs tels que le niveau de compétence, l'effort, la responsabilité ou les conditions de travail. S'ils ne sont pas utilisés de manière neutre, ils peuvent contribuer à la discrimination accumulée en évaluant différemment et de manière biaisée les emplois à prédominance masculine et féminine.

Budget indicatif : 6,1 millions EUR

Activités pouvant être financées (champ d'application)

**1. S'attaquer aux causes profondes de l'écart de soins entre les hommes et les femmes en adoptant une approche sexospécifique et en remettant en question les stéréotypes liés au genre :**

- Conception de nouvelles approches pour encourager un modèle de double revenu et de double prise en charge et pour lutter contre les stéréotypes liés au genre ;
- Renforcement des capacités et formation, notamment des gestionnaires des ressources humaines, des représentants des autorités publiques, des partenaires sociaux et des autres parties prenantes concernées, y compris des organisations de la société civile ;
- Apprentissage mutuel, échange de bonnes pratiques, coopération entre les différents acteurs ;
- Diffusion d'informations et de sensibilisation, y compris via les médias sociaux ou des campagnes de presse.

Les projets pratiques qui élaborent et mettent en œuvre des mesures spécifiques et impliquent le groupe cible sont privilégiés. Le cas échéant, les candidats doivent s'efforcer de faire participer activement les enfants et les jeunes à la conception et à la mise en œuvre des activités.

**2. Soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations**

- Élaboration d'orientations, d'outils et de listes de contrôle pour l'évaluation et la comparaison de l'égalité de rémunération pour un travail égal ou de valeur égale au sein d'un même employeur, y compris la mise en œuvre de systèmes d'évaluation et de classification des emplois non sexistes, à l'usage des employeurs publics et privés et, plus généralement, des partenaires sociaux dans le contexte de la négociation collective ;
- Élaboration et mise en œuvre de programmes de formation visant à renforcer la capacité des employeurs et des partenaires sociaux à évaluer l'égalité de rémunération pour un travail égal ou de valeur égale et à mettre en œuvre des systèmes d'évaluation et de classification des emplois qui soient neutres du point de vue du genre ;
- Promotion de systèmes d'évaluation et de classification des emplois non sexistes ;
- Contrôler la mise en œuvre du concept de travail de valeur égale par l'évaluation des systèmes d'évaluation des emplois et des systèmes de classification des salaires existants par les employeurs et ceux utilisés par les partenaires sociaux, et recommander des modifications, le cas échéant, pour se conformer au principe de l'égalité de rémunération et aux critères neutres en matière de genre.

Les projets pratiques qui développent et mettent en œuvre des mesures spécifiques et impliquent le groupe cible sont privilégiés.

Dans le cadre des deux priorités, la conception et la mise en œuvre des projets doivent promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination. Les

candidats doivent inclure dans leur proposition une [analyse de genre](#) qui cartographie les besoins et les risques spécifiques au genre. Compte tenu du champ d'application spécifique de l'appel, les projets ne doivent pas avoir d'effets négatifs involontaires sur l'un ou l'autre sexe, ne pas reproduire les stéréotypes de genre dans toutes leurs activités et aller au-delà de l'approche de base consistant à ne pas nuire.

La perspective d'égalité entre les femmes et les hommes devrait également être prise en compte lors de la conception du "format" d'activités telles que l'apprentissage mutuel, l'autonomisation, la sensibilisation et d'éventuelles activités de formation, afin de garantir qu'elles permettent une participation équilibrée des femmes, des hommes, des filles et des garçons et qu'elles promeuvent des approches sensibles à la dimension de genre. Pour la promotion de systèmes d'évaluation et de classification des emplois non sexistes, il est conseillé aux candidats d'accorder une attention particulière aux préjugés sexistes qui pourraient être induits sur la base de données historiques.

Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux. Les projets transnationaux sont particulièrement encouragés.

### Impact attendu

#### **1. S'attaquer aux causes profondes de l'écart de soins entre les hommes et les femmes en adoptant une approche sexospécifique et en remettant en question les stéréotypes liés au genre**

- Une meilleure connaissance du fossé entre les hommes et les femmes en matière de soins et des moyens de lutter contre les stéréotypes liés au sexe en ce qui concerne les soins et le travail ;
- Amélioration de la connaissance et de la prise de conscience des obstacles potentiels à l'égalité entre les hommes et les femmes, y compris les obstacles au partage égal des soins et du travail domestique, et les obstacles à l'utilisation des congés familiaux et à l'aménagement du temps de travail en faveur de la famille ;
- Sensibilisation accrue aux mesures politiques et aux exemples de bonnes pratiques qui conduisent à une plus grande égalité entre les hommes et les femmes sur le lieu de travail et à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les femmes et les hommes tout au long de la vie, ainsi qu'aux exemples de bonnes pratiques des entreprises et des autorités ;
- Meilleure connaissance des conditions de travail dans le secteur des soins et de la valeur du travail dans ce secteur ;
- Meilleure connaissance des mesures politiques et des exemples de bonnes pratiques qui conduisent à des conditions de travail plus durables dans le secteur des soins et qui s'attaquent à la ségrégation entre les hommes et les femmes dans ce secteur ;
- En fin de compte, cela permettra aux femmes et aux hommes de mieux concilier travail et vie privée tout au long de la vie, de réduire le fossé entre les hommes et les femmes en matière de soins et d'assurer une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

## 2. Soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations

- Mise en place d'outils et de méthodes sensibles au genre pour des systèmes de rémunération transparents et la détection de la discrimination salariale directe ou indirecte fondée sur le sexe, liée à la sous-évaluation des emplois généralement occupés par des femmes et à la correction ;
- Sensibilisation accrue à l'évaluation et à la classification des emplois sans distinction de sexe  
l'objectif et le bénéfice des systèmes ;
- Connaissances et compétences accrues pour négocier l'égalité salariale et l'utilisation de systèmes de classification des emplois neutres du point de vue du genre ;
- Remise en question des critères traditionnels, dépassés et non transparents d'évaluation et de comparaison de la valeur du travail, qui ne sont pas neutres du point de vue du genre et qui renforcent donc la ségrégation professionnelle et l'inégalité salariale fondée sur le sexe.

❗ Pour plus d'informations, voir la [Bibliographie](#)

### **Documents de politique générale/informations de base :**

- Stratégie européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 : [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/gender-equality-strategy\\_en](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/gender-equality-strategy_en)
- Une stratégie européenne en matière de soins pour les aidants et les bénéficiaires de soins : <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&furtherNews=yes&newsId=10382>
- Directive (UE) 2023/970 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur entre les femmes et les hommes par la transparence des rémunérations et des mécanismes de contrôle : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX%3A32023L0970>
- Avis du Comité consultatif de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur la lutte contre les stéréotypes de genre (2021) : [https://commission.europa.eu/system/files/2021-03/opinion\\_combatting\\_gender\\_stereotypes\\_2021\\_en.pdf](https://commission.europa.eu/system/files/2021-03/opinion_combatting_gender_stereotypes_2021_en.pdf)
- Avis du Comité consultatif de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de la Commission sur le déficit de soins dans l'UE : une approche holistique et transformatrice en matière de genre (2021) : [Comité consultatif sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes-Opinion care gap 2021 en.pdf](#)

Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)

- 2013 Document de travail des services de la Commission SWD(2013) 512 final accompagnant le document Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'application de la directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail :

<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SWD%3A2013%3A0512%3AFIN%3AEN%3APDF>

### **Intégration de la dimension de genre :**

- Guide de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) sur l'intégration de la dimension de genre : <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming>

### **Perspectives comportementales :**

- Joana Sousa Lourenço, Emanuele Ciriolo, Sara Rafael Almeida et Xavier Troussard. Perspectives comportementales appliquées à la politique : Rapport européen 2016 :

[https://knowledge4policy.ec.europa.eu/behavioural-insights\\_en](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/behavioural-insights_en)

## **3. Budget disponible**

Le budget disponible pour l'appel est de **10 100 000 EUR**.

La disponibilité du budget de l'appel dépend de l'adoption du budget 2024 par l'autorité budgétaire de l'UE.

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer tous les fonds disponibles ou de les redistribuer entre les priorités de l'appel, en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.


## **4. Calendrier et échéances**

Calendrier et échéances (indicatif)	
Ouverture de l'appel :	12 décembre 2023
<u>Date limite de soumission :</u>	<u>29 février 2024 - 17:00:00 CET</u> (Bruxelles)
Évaluation :	Mars - juillet 2024
Informations sur les résultats :	Juillet - août 2024
Signature de la convention de subvention :	Septembre - novembre 2024

## 5. Eligibilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date limite de l'appel** (*voir calendrier, section 4*).

Les propositions doivent être soumises par **voie électronique** via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders (accessible via la page Topic dans la section [Search Funding & Tenders](#) (Les soumissions sur papier ne sont PAS possibles.

Les propositions (y compris les annexes et les documents complémentaires) doivent être soumises à l'aide des formulaires fournis *dans le* système de soumission ( PAS les documents disponibles sur la page du thème - ils sont uniquement fournis à titre d'information).

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes et pièces justificatives requises :

- Formulaire de candidature, partie A - contient des informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget résumé du projet (*à remplir directement en ligne*).
- Partie B du formulaire de demande - contient la description technique du projet (*à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, puis à assembler et à télécharger à nouveau*).
- Partie C - contient des données supplémentaires sur le projet et la contribution du projet à l'UE, y compris les indicateurs clés de performance du programme (*à remplir directement en ligne*)
- **Annexes et documents justificatifs obligatoires** (*certaines modèles peuvent être téléchargés à partir du système de soumission du portail, complétés, assemblés et téléchargés à nouveau*) :
  - **tableau budgétaire détaillé** (*modèle disponible dans le système de soumission du portail - à télécharger à nouveau rempli au format .xlsx*)
  - **CV (standard)** de l'équipe principale du projet
  - **rapports d'activité de l'année dernière** du coordinateur
  - **liste des projets antérieurs** du coordinateur (projets clés des 4 dernières années) (*modèle disponible dans la partie B*)
  - pour les participants à des activités impliquant des enfants : leur **politique de protection de l'enfance** couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe"](#). Il convient d'indiquer clairement dans la candidature quel(s) partenaire(s) travaillera(ont) directement avec des enfants/mineurs.



Veuillez noter qu'un rapport d'activité annuel n'est PAS un rapport d'audit financier ou un bilan, mais un rapport mettant en évidence les activités et les projets de votre organisation.

Veuillez noter qu'étant donné que **le tableau budgétaire détaillé** sert de base à la fixation des montants forfaitaires pour les subventions (et que les montants forfaitaires doivent être des approximations fiables des coûts réels d'un projet), les

Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)


coûts que vous incluez DOIVENT être conformes aux conditions d'éligibilité de base pour les subventions de coûts réels de l'UE (*voir [AGA - Convention de subvention annotée, art. 6](#)*). Ceci est particulièrement important pour les achats et la sous-traitance, qui doivent respecter le meilleur rapport qualité-prix (ou, le cas échéant, le prix le plus bas) et être exempts de tout conflit d'intérêts. Si le tableau budgétaire contient des coûts inéligibles, la subvention peut être réduite (même plus tard au cours de la mise en œuvre du projet ou après sa fin).

Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous avez le **mandat d'agir au** nom de tous les demandeurs. En outre, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la demande sont correctes et complètes et que les participants respectent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (en particulier l'éligibilité, la capacité financière et opérationnelle, l'exclusion, etc.) Avant de signer la subvention, chaque bénéficiaire et entité affiliée devra à nouveau confirmer ces informations en signant une déclaration sur l'honneur. Les propositions ne bénéficiant pas d'un soutien total seront rejetées.

Votre demande doit être **lisible, accessible et imprimable**.

Les propositions sont limitées à un maximum de **45 pages** (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en compte les pages supplémentaires.

Il se peut que d'autres documents vous soient demandés ultérieurement (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*)

 Pour plus d'informations sur la procédure de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).

## 6. Éligibilité

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

### Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles au titre de la **première priorité** (*« S'attaquer aux causes profondes de l'écart de soins entre les hommes et les femmes par une approche transformatrice de l'égalité des sexes et la remise en question des stéréotypes sexistes »*), les demandes de subvention doivent répondre à l'ensemble des critères suivants :

- a) Les demandeurs (bénéficiaires et entités affiliées) doivent :
  - être des personnes morales (organismes publics ou privés) ;
  - être une organisation internationale ou être établie dans l'un des pays éligibles, c'est-à-dire
    - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
    - les pays non membres de l'UE :
      - les pays associés au programme CERV ou les pays qui sont en cours de négociation pour un accord d'association et où l'accord entre en vigueur avant la signature de la subvention ([liste des pays participants](#))
- b) Les organisations à but lucratif ne peuvent poser leur candidature qu'en partenariat avec des entités publiques ou des organisations privées à but non lucratif ;
- c) Les activités doivent avoir lieu dans l'un des pays éligibles ;
- d) La durée maximale de l'action est de 24 mois ;

Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)

- e) La subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 100 000 EUR ;
- f) Le projet peut être national ou transnational ;
- g) La demande **doit impliquer au moins deux demandeurs** (le demandeur principal et au moins un codemandeur qui **n'est pas une entité affiliée ou un partenaire associé**).

Pour être éligibles au titre de la **deuxième priorité** (« *Soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations* »), les demandes de subvention doivent respecter tous les critères suivants :

- a) Les candidats principaux doivent être des autorités nationales de l'UE chargées de la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations (par exemple, le ministère ou l'agence nationale responsable) ; une seule candidature par État membre sera acceptée ;
- b) Les co-candidats (le cas échéant) doivent être des organisations internationales, des entités publiques ou des organisations privées, formellement établies dans l'un des pays éligibles, c'est-à-dire :
  - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
  - les pays non membres de l'UE :
    - les pays associés au programme CERV ou les pays qui sont en cours de négociation pour un accord d'association et où l'accord entre en vigueur avant la signature de la subvention ([liste des pays participants](#))
- c) Les activités doivent avoir lieu dans l'un des pays éligibles ;
- d) La durée maximale de l'action est de 24 mois ;
- e) La subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 100 000 EUR ;
- f) Le projet peut être national ou transnational ;
- g) La demande **peut** impliquer une ou plusieurs organisations (demandeur principal et codemandeurs).

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire dans le [registre des participants](#) - avant de soumettre la proposition - et devront être validés par le service central de validation (REA Validation). Pour la validation, il leur sera demandé de télécharger des documents attestant de leur statut juridique et de leur origine. D'autres entités peuvent participer à d'autres rôles du consortium, tels que les partenaires associés, les sous-traitants, les tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

### **Cas particuliers**

Personnes physiques - Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, lorsque la société n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

Organisations internationales - Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne leur sont pas applicables.

Entités sans personnalité juridique - Les entités qui n'ont pas la personnalité juridique en vertu de leur droit national peuvent exceptionnellement participer, à condition que leurs représentants aient la capacité de prendre des engagements juridiques en leur nom et offrent des garanties de protection des intérêts financiers de l'UE équivalentes à celles offertes par les personnes morales.

Organismes de l'UE - Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

Associations et groupements d'intérêt - Les entités composées de membres peuvent



Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)

participer en tant que "bénéficiaires uniques" ou "bénéficiaires sans personnalité juridique". ⚠️ Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (soit en tant que bénéficiaires, soit en tant qu'entités affiliées, sinon leurs coûts ne seront PAS éligibles).

Pays négociant actuellement des accords d'association - Les bénéficiaires des pays ayant des négociations en cours (*voir ci-dessus*) peuvent participer à l'appel et peuvent signer des subventions si les négociations sont conclues avant la signature de la subvention (avec effet rétroactif, si l'accord le prévoit).

Mesures restrictives de l'UE - Des règles spéciales s'appliquent à certaines entités (*par exemple, les entités soumises à des [mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)*). Ces entités ne peuvent participer à aucun titre, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).



Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

### Composition du consortium

**Dans le cadre de la première priorité** (« *S'attaquer aux causes profondes de l'écart de soins entre les hommes et les femmes en adoptant une approche transformatrice et en remettant en question les stéréotypes liés au genre* »), les propositions doivent être soumises par un consortium d'au moins deux candidats (bénéficiaires ; entités non affiliées), qui remplit les conditions suivantes : les bénéficiaires doivent être des entités publiques ou des organisations privées, dûment établies dans l'un des pays éligibles, ou une organisation internationale. Les organisations à but lucratif doivent soumettre leur candidature en partenariat avec des entités publiques ou des organisations privées à but non lucratif.

**Dans le cadre de la deuxième priorité** (« *Soutenir la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations* »), les demandes émanant de candidats uniques sont autorisées (bénéficiaires uniques) ; les entités affiliées et les autres participants sont autorisés, le cas échéant. Les candidats principaux doivent être des autorités nationales de l'UE responsables de la mise en œuvre des dispositions de la directive sur la transparence des rémunérations (par exemple, les ministères responsables ou les agences nationales) ; les co-candidats (le cas échéant) doivent être des organisations internationales, des entités publiques ou des organisations privées, formellement établies dans l'un des pays éligibles.

### Activités éligibles

Les activités éligibles sont celles décrites à la section 2 ci-dessus.

Les activités suivantes ne sont pas considérées comme éligibles à un financement au titre du présent appel :

- des activités qui ne sont pas conformes aux valeurs de l'UE.

Les activités doivent être regroupées en modules de travail (par exemple, gestion et coordination du projet, communication et diffusion, etc).

Les projets doivent tenir compte des résultats des projets soutenus par d'autres programmes de financement de l'UE. Les complémentarités doivent être décrites dans les propositions de projet (partie B du formulaire de candidature).

Les projets doivent être conformes aux intérêts et aux priorités politiques de l'UE (environnement, politique sociale, sécurité, politique industrielle et commerciale, etc.)

Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)  
Le soutien financier à des tiers n'est pas autorisé.

### Situation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent porter sur des activités se déroulant dans les pays éligibles (voir ci-dessus).

### Durée de l'action

Les projets doivent normalement avoir une durée comprise entre 12 et 24 mois. Des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et font l'objet d'un amendement.

### Budget du projet

Le budget du projet (montant maximal de la subvention) ne peut être inférieur 100 000 euros pour les deux priorités.

La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

### Éthique et valeurs de l'UE

Les projets doivent être conformes :

- Aux normes éthiques les plus élevées et
- Aux valeurs de l'UE basées sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et sur l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, et
- A d'autres lois européennes, internationales et nationales applicables (y compris le règlement général sur la protection des données [2016/679](#)).

Les projets doivent s'efforcer de promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination conformément à la [boîte à outils pour l'intégration de l'égalité des sexes](#). Les activités du projet doivent contribuer à l'autonomisation égale des femmes et des hommes dans toute leur diversité, en veillant à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits. Elles doivent également viser à réduire les niveaux de discrimination subis par des groupes particuliers (ainsi que par ceux qui risquent de faire l'objet de discriminations multiples) et à améliorer les résultats en matière d'égalité pour les individus. Les propositions doivent intégrer les considérations de genre et de non-discrimination dans les propositions et viser une représentation équilibrée des sexes dans les équipes et les activités du projet. Il est également important que les données individuelles collectées par les bénéficiaires soient ventilées par sexe ([données ventilées par sexe](#)), par handicap ou par âge, dans la mesure du possible.

Les candidats doivent démontrer dans leur dossier de candidature qu'ils respectent les

principes éthiques et les valeurs de l'UE fondés sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Les participants à des activités impliquant des enfants doivent en outre disposer d'une politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe"](#). Cette politique doit être disponible en ligne et transparente pour toute personne en contact avec l'organisation. Elle doit comprendre des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et inclure des vérifications des antécédents (vetting). Elle doit également prévoir des procédures et des règles claires pour le personnel, y compris des règles de signalement, ainsi qu'une formation continue.

## 7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

### Capacité financière

Les candidats doivent disposer de **ressources stables et suffisantes** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution. Les organisations participant à plusieurs projets doivent avoir une capacité suffisante pour mettre en œuvre tous ces projets.

Le contrôle de la capacité financière sera effectué sur la base des documents que vous devrez télécharger dans le [registre des participants](#) lors de la préparation de la subvention (*par exemple, compte de résultat et bilan, plan d'entreprise, rapport d'audit produit par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice financier clôturé, etc.*) L'analyse sera basée sur des indicateurs financiers neutres, mais prendra également en compte d'autres aspects, tels que la dépendance à l'égard du financement de l'UE, le déficit et les recettes des années précédentes.


Le contrôle sera normalement effectué pour tous les coordinateurs, à l'exception de ceux qui suivent :

- les organismes publics (entités établies en tant qu'organismes publics en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales

– si le montant de la subvention demandée pour le projet ne dépasse pas 60 000 EUR (n/a). Si nécessaire, cela peut également être fait pour les entités affiliées.

Si nous estimons que votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- plus d'informations
  - un régime de responsabilité financière renforcé, c'est-à-dire une responsabilité conjointe et solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*)
  - un préfinancement versé en plusieurs fois
  - (une ou plusieurs) garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*)
- ou
- ne pas proposer de préfinancement
  - demander son remplacement ou, le cas échéant, rejeter l'ensemble de la candidature.

 Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

### Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications** et des **ressources nécessaires** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Cette capacité sera évaluée conjointement avec le critère d'attribution "Qualité", sur la base des compétences et de l'expérience des demandeurs et de leurs équipes de projet, y compris les ressources opérationnelles (humaines, techniques et autres) ou, exceptionnellement, les mesures proposées pour les obtenir au moment où la mise en œuvre de la tâche commence.

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les demandeurs sont considérés comme ayant une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité en fournissant les informations suivantes :

- le profil général (qualifications et expériences) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet
- description des participants au consortium
- rapports d'activité des candidats de l'année dernière
- liste des projets antérieurs (projets clés des 4 dernières années).

Des pièces justificatives supplémentaires peuvent être demandées, si nécessaire, pour confirmer la capacité opérationnelle de tout demandeur.

Les organismes publics, les organisations des États membres et les organisations internationales sont exemptés du contrôle de la capacité opérationnelle.

### Exclusion

Les candidats qui font l'objet d'une **décision d'exclusion de l'UE** ou qui se trouvent dans l'une des situations suivantes **d'exclusion** qui les empêchent de bénéficier d'un financement de l'UE ne peuvent PAS participer :

- la faillite, la liquidation, les affaires administrées par les tribunaux, le concordat préventif, la suspension des activités commerciales ou d'autres procédures similaires (y compris les procédures concernant les personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- une violation des obligations en matière de sécurité sociale ou de fiscalité (y compris si elles sont le fait de personnes ayant une responsabilité illimitée à l'égard des dettes du demandeur)
- s'est rendu coupable d'une faute professionnelle grave (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- a commis des actes de fraude, de corruption, de liens avec une organisation criminelle, de blanchiment d'argent, de crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), de travail des enfants ou de traite des êtres humains (y compris si ces actes sont commis par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)

- a fait preuve de manquements importants dans le respect des principales obligations découlant d'un marché public de l'UE, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expert ou d'un contrat similaire (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'attribution/à la mise en œuvre de la subvention).
- coupable d'irrégularités au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement (CE)n° 2988/95 (y compris si elles sont le fait de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- créé sous une juridiction différente dans l'intention de contourner les obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine ou créé une autre entité dans ce but (y compris si cela est fait par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont essentielles pour l'attribution/la mise en œuvre de la subvention).

Les candidats seront également rejetés s'il s'avère <sup>que19</sup> :

- au cours de la procédure d'attribution, ils ont fait de fausses déclarations concernant les informations requises comme condition de participation ou n'ont pas fourni ces informations
- ils ont été précédemment impliqués dans la préparation de l'appel et cela entraîne une distorsion de la concurrence à laquelle il ne peut être remédié autrement (conflit d'intérêts).

## 8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Les propositions devront suivre la **procédure standard de soumission et d'évaluation** (soumission en une étape + évaluation en une étape).

Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) évaluera toutes les demandes. Les propositions seront d'abord vérifiées au regard des exigences formelles (admissibilité et éligibilité, voir sections 5 et 6). Les propositions jugées recevables et éligibles seront évaluées au regard des critères de capacité opérationnelle et d'attribution (voir sections 7 et 9), puis classées en fonction de leur score.

Pour les propositions ayant le même score, un **ordre de priorité sera** déterminé selon l'approche suivante :

- 1) Successivement pour chaque groupe de propositions *ex aequo*, en commençant par le groupe ayant obtenu le score le plus élevé et en continuant par ordre décroissant :
- 2) Les propositions *ex aequo* d'un même thème seront classées par ordre de priorité en fonction des notes qui leur ont été attribuées pour le critère d'attribution "Pertinence". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur leurs notes pour le critère "Qualité". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur les notes obtenues pour le critère "Impact".

Toutes les propositions seront informées du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat de l'évaluation**). Les propositions retenues seront invitées à préparer une subvention ; les autres seront placées sur la liste de réserve ou rejetées.



Pas d'engagement de financement - L'invitation à préparer une subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité juridique, capacité financière, vérification des exclusions, etc.*

**La préparation de la subvention** implique un dialogue afin d'affiner les aspects techniques ou financiers du projet et peut nécessiter des informations supplémentaires de votre part. Elle peut également inclure des ajustements à la proposition pour répondre aux recommandations du comité d'évaluation ou à d'autres préoccupations. La conformité sera une condition préalable à la signature de la subvention.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation a été entachée d'irrégularités, vous pouvez déposer une **plainte** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de résultat de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées et que les délais seront comptés à partir de l'ouverture/accès (*voir également les [conditions générales du portail « Funding & Tenders »](#)*). Veuillez également noter que pour les plaintes soumises par voie électronique, il peut y avoir des limitations de caractères.

## 9. Critères d'attribution

Les **critères d'attribution** du présent appel sont les suivants :

### 1. Pertinence (40 points)

Mesure dans laquelle la **proposition** :

- correspond aux priorités et aux objectifs de l'appel, y compris l'adhésion aux valeurs de l'UE ;
- présente une vue d'ensemble et une analyse de haute qualité du secteur des OSC ciblées dans le(s) pays, la(les) région(s) cible(s), y compris l'identification des principaux défis, des besoins clairement définis et une évaluation solide des besoins ;
- est pertinent par rapport aux besoins et contraintes particuliers du ou des pays, de la ou des régions cibles (y compris la synergie avec d'autres initiatives de développement, l'absence de double emploi avec le soutien existant de l'UE au développement des capacités) ;
- définit clairement les groupes cibles, en tenant compte de manière appropriée de la perspective de genre, ainsi que de l'approche des droits de l'enfant, y compris la protection et la participation des enfants lorsqu'il s'agit de violence à l'encontre des enfants, et est adapté aux besoins de ces groupes ;
- contribue au contexte stratégique, politique et législatif de l'UE ;

### 2. Qualité - Conception et mise en œuvre du projet (40 points)

- la clarté et la cohérence du projet ;
- les liens logiques entre les problèmes identifiés, les besoins et les solutions proposées (concept de cadre logique), y compris la mesure dans laquelle les **mesures prévues (renforcement des capacités et soutien financier aux tiers)** sont équilibrées, bien proportionnées et bien structurées afin de répondre aux besoins ;
- capacité à mettre en œuvre le projet proposé ;
- stratégie visant à atteindre un grand nombre d'OSC de base, de petites OSC et d'OSC locales, y compris dans les zones rurales et éloignées ;

Appel : CERV-2023-DAPHNE - Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre et la violence contre les enfants : appel aux intermédiaires (apportant un soutien financier aux organisations de la société civile tierces)

- l'approche de l'évaluation et de la sélection des OSC tierces à financer (y compris la manière de garantir l'absence de conflit d'intérêts et le fait que seules les approches visant à réduire la charge administrative pesant sur les OSC tierces et à faciliter la mise en œuvre des projets des OSC tierces.

- méthodologie de mise en œuvre du projet avec une perspective de genre et/ou une approche basée sur les droits de l'enfant, y compris la protection et la participation des enfants étant pris en compte de manière appropriée (organisation du travail, calendrier, allocation des ressources et répartition des tâches entre les partenaires) ;
- le contrôle et la gestion des risques, le suivi et l'évaluation ;
- stratégie pour s'assurer que les questions éthiques sont abordées ;
- la faisabilité du projet dans le délai proposé ;
- la faisabilité financière (budget suffisant/approprié pour une mise en œuvre adéquate) ;
- le rapport coût-efficacité (meilleur rapport qualité-prix).

### 3. Impact : (20 points)

- ambition et impact attendu à long terme des résultats sur les groupes cibles/le grand public ;
- stratégie de diffusion appropriée pour assurer la durabilité et l'impact à long terme ; possibilité d'un effet multiplicateur positif ;
- la durabilité des résultats après la fin du financement de l'UE.

Critères d'attribution	Note minimale requise	Note maximale
Pertinence	25	40
Qualité - Conception et mise en œuvre du projet	s/o	40
Incidence	s/o	20
<b>Notes globales (minimales requises)</b>	<b>70</b>	<b>100</b>

Points maximums : 100 points.

Seuil individuel pour le critère "Pertinence" : 25/40 points.

Seuil global : 70 points.

Les propositions qui dépassent le seuil individuel pour le critère «Pertinence» ET le seuil global seront prises en considération pour un financement — dans les limites du budget disponible pour l'appel (c'est-à-dire jusqu'au plafond budgétaire). Les autres propositions seront rejetées.



## **10. Montage juridique et financier des conventions de subvention**

Si vous passez l'évaluation, votre projet sera invité à préparer la subvention, où il vous sera demandé de préparer la convention de subvention avec le responsable de projet de l'UE.

La présente convention de subvention définit le cadre de votre subvention et ses conditions, en particulier en ce qui concerne les résultats attendus, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (et tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible sur le [portail Documents de référence](#).

### **Date de début et durée du projet**

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). Normalement, la date de début est fixée après la signature de la convention de subvention. L'action doit débuter dans les 6 mois suivant la signature de la convention de subvention, sauf dans des cas dûment justifiés. Une date de démarrage rétroactive peut être accordée exceptionnellement pour des raisons dûment justifiées, mais jamais avant la date de soumission de la proposition.

Durée du projet : entre 12 et 24 mois maximum (des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et par le biais d'un amendement).

### **Jalons et résultats attendus**

Les activités doivent être regroupées en lots de travail, qui sont les principales subdivisions du projet. Pour chaque lot de travaux, un objectif, une liste d'activités, des étapes et des produits à livrer doivent être définis. Les résultats attendus doivent être quantifiables et mesurables. Le regroupement doit être logique et guidé par des résultats identifiables.

Les étapes et les résultats attendus pour chaque projet seront gérés par le système de gestion des subventions du portail et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

Les bénéficiaires devront demander aux participants aux événements de participer à l'enquête de l'UE sur la justice, les droits et les valeurs. Cette enquête permet à l'autorité de subvention de suivre de près les événements de formation, d'apprentissage mutuel et de sensibilisation. Les bénéficiaires recevront un lien internet vers l'enquête, qu'ils devront transmettre aux participants. Ils auront accès aux résultats de l'enquête pour leur projet et pourront les utiliser pour l'évaluation de leur projet. L'autorité de subvention agréera les résultats de tous les projets financés dans le cadre du programme CERV.

### Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention

Les paramètres de la subvention (*montant maximum de la subvention, taux de financement, coûts totaux éligibles, etc.*) sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3 et article 5*).

Le budget du projet (montant maximal de la subvention) ne peut être inférieur à 100 000 EUR pour les deux priorités. La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

La subvention sera forfaitaire. Cela signifie qu'elle remboursera un montant fixe, basé sur une somme forfaitaire ou un financement non lié aux coûts. Le montant sera fixé par l'autorité concédante sur la base du budget prévisionnel du projet et d'un taux de financement de 90 %.

- ⚠ Les montants pour chaque projet à indiquer dans la partie "A" du formulaire de candidature ne sont pas les coûts totaux de chaque partenaire. Ils correspondent à la subvention maximale de l'UE pour chaque partenaire.

### Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2*).

*Catégories budgétaires pour cet appel :*

- Cotisations forfaitaires

*Règles spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel :*

- le montant de la somme forfaitaire doit être calculé conformément à la méthodologie exposée dans la [décision relative à la somme forfaitaire](#) et à l'aide du tableau budgétaire détaillé fourni
- le calcul de la somme forfaitaire doit respecter les conditions suivantes :
  - le budget prévisionnel doit être conforme aux conditions d'éligibilité de base pour les subventions de l'UE au titre des coûts réels (voir [AGA - Convention de subvention annotée, art. 6](#))
  - les frais de soutien financier à des tiers ne sont pas autorisés
  - les coûts de communication pour la présentation du projet sur les sites web ou les comptes de médias sociaux des participants sont éligibles ; les coûts pour les sites web séparés des projets ne sont pas éligibles
  - les frais de personnel : les coûts unitaires des volontaires sont autorisés (sans les coûts indirects)

### Modalités de déclaration et de paiement

Les modalités de rapport et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et articles 21 et 22*).

Après la signature de la subvention, vous recevrez normalement un **préfinancement** pour commencer à travailler sur le projet (montant flottant correspondant normalement à **80 %** du montant maximum de la subvention ; exceptionnellement, le préfinancement est inférieur ou nul). Le préfinancement sera versé 30 jours après l'entrée en vigueur/la garantie financière (le cas échéant) - selon la date la plus tardive.

En outre, vous devrez présenter un ou plusieurs rapports d'avancement non liés à des paiements.

**Paiement du solde** : À la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la subvention, nous vous demanderons (votre coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront effectués au profit du coordinateur.



Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes impayées envers l'UE (autorité de subvention ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir article 22*).

Veuillez également noter qu'il vous incombe de tenir un registre de tous les travaux effectués.

### Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4*). Le montant sera fixé lors de la préparation de la subvention et sera normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque/institution financière agréée établie dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays non membre de l'UE et que vous souhaitez fournir une garantie émanant d'une banque/institution financière de votre pays, veuillez nous contacter (cette garantie peut être acceptée à titre exceptionnel, si elle offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

Les garanties de préfinancement ne sont formellement PAS liées à des membres individuels du consortium, ce qui signifie que vous êtes libre d'organiser la manière de fournir le montant de la garantie (*par un ou plusieurs bénéficiaires, pour le montant total ou plusieurs garanties pour des montants partiels, par le bénéficiaire concerné ou par un autre bénéficiaire, etc*). Il est toutefois important que le montant demandé soit couvert et que la (les) garantie(s) nous soit (soient) envoyée(s) à temps pour effectuer le préfinancement (copie scannée via le Portail ET original par courrier).

En accord avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par la

garantie d'untiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions fixées dans la convention de subvention.

### Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, différents certificats peuvent vous être demandés. Les types, calendriers et seuils de chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et article 24*).

### Régime de responsabilité pour les recouvrements

Le régime de responsabilité pour les recouvrements sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4 et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des éléments suivants :

- responsabilité conjointe et solidaire limitée avec des plafonds individuels - *chaque bénéficiaire jusqu'à* à leur montant maximal de subvention
  - responsabilité solidaire inconditionnelle - *chaque bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant maximal de la subvention pour l'action*
- ou
- responsabilité financière individuelle - *chaque bénéficiaire n'est responsable que de ses propres dettes.*

En outre, l'autorité chargée de l'octroi peut exiger la responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

### Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : *voir le modèle de convention de subvention (article 16 et annexe 5) :*

- les droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : *voir le modèle de convention de subvention (article 17 et annexe 5) :*

- des activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui

### Autres spécificités

s/o

### Non-conformité et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de rupture de contrat (et d'autres problèmes de

non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA - Convention de subvention annotée](#).

## 9. Comment soumettre une demande

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders. Les demandes sur papier ne sont PAS acceptées.

La soumission se fait **en deux étapes** :

### a) créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation

Pour utiliser le système de soumission (la seule façon de poser sa candidature), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous avez un compte EULogin, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification du participant (PIC) à 9 chiffres.

### b) soumettre la proposition

Accédez au système de soumission électronique via la page Thème dans la section [Recherche de financement et appels d'offres](#) (ou, pour les appels envoyés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation).

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :

- La partie A comprend des informations administratives sur les organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés) et le budget résumé de la proposition. A remplir directement en ligne
- La partie B (description de l'action) couvre le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le sous forme de fichier PDF.
- Partie C (KPI) contenant des données supplémentaires sur le projet. A remplir directement en ligne.
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les sous forme de fichier PDF (un seul ou plusieurs en fonction des créneaux). Le téléchargement en format Excel est parfois possible, en fonction du type de fichier. Le tableau budgétaire détaillé doit être téléchargé à nouveau, rempli au format .x/sx.

La proposition doit respecter le **nombre limite de pages** (*voir section 5*) ; les pages excédentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, faute de quoi la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel** (*voir section 4*). Après cette date, le système est fermé et les propositions ne peuvent plus être soumises.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez un **e-mail de confirmation** (avec la date et l'heure de votre demande). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à une erreur du système informatique, vous devez immédiatement déposer une plainte via le [formulaire web du service d'assistance informatique](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si possible, des captures d'écran pour montrer ce qui s'est passé).

Les détails des processus et des procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Le manuel en ligne contient également des liens vers des FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

## 10. Aide

Dans la mesure du possible, **essayez de trouver vous-même les réponses à vos questions** dans cet appel à projets et dans les autres documents (nous disposons de ressources limitées pour traiter les demandes directes) :

- [Manuel en ligne](#)
- FAQ sur la page thématique
- [FAQ du portail](#) (pour les questions générales).

Veuillez également consulter régulièrement la page thématique, car nous l'utiliserons pour publier les mises à jour des appels. (Pour les invitations, nous vous contacterons directement en cas de mise à jour de l'appel).

### Contact

Pour obtenir de l'aide concernant cet appel, vous pouvez contacter le [point de contact du CERV](#) de votre pays, s'il existe.

Pour toute question individuelle sur le système de soumission par portail, veuillez contacter le [service d'assistance informatique](#).

Les questions non liées à l'informatique doivent être envoyées à l'adresse électronique suivante : [CALLS@ec.europa.eu](mailto:CALLS@ec.europa.eu)

Veuillez indiquer clairement la référence de l'appel et le sujet sur lequel porte votre question (*voir page de couverture*).

## 11. Important



### IMPORTANT

- **N'attendez pas la date de clôture** - Remplissez votre demande suffisamment à l'avance pour éviter tout **problème technique** de dernière minute. Les problèmes dus à des soumissions de dernière minute (*par exemple, encombrement, etc.*) sont entièrement à votre charge. Les délais des appels ne peuvent PAS être prolongés.
- **Consultez** régulièrement la page thématique du portail. Nous l'utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du sujet).
- **Système d'échange électronique du portail des financements et des appels d'offres** - En soumettant la demande, tous les participants **acceptent** d'utiliser le système d'échange électronique conformément aux [conditions générales du portail](#).
- **Enregistrement** - Avant de soumettre la demande, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être enregistrés dans le [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour le formulaire de demande.
- **Rôles du consortium** - Lors de la création de votre consortium, vous devez penser aux organisations qui vous aident à atteindre vos objectifs et à résoudre vos problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les participants principaux doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature. Les **partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent supporter leurs propres coûts (ils ne deviendront pas des bénéficiaires officiels du financement de l'UE). La **sous-traitance doit** normalement représenter une part limitée et doit être effectuée par des tiers (et non par l'un des bénéficiaires/entités affiliées). La sous-traitance dépassant 30 % du total des coûts éligibles doit être justifiée dans la demande.

- **Coordinateur** - Dans les subventions multi-bénéficiaires, les bénéficiaires participent en tant que consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront choisir un coordinateur qui s'occupera de la gestion et de la coordination du projet et représentera le consortium auprès de l'autorité chargée de l'octroi de la subvention. Dans les subventions mono-bénéficiaire, le bénéficiaire unique sera automatiquement coordinateur.
- **Entités affiliées** - Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes des bénéficiaires). Elles recevront une partie de la subvention et devront donc se conformer à toutes les conditions de l'appel et être validées (tout comme les bénéficiaires) ; mais elles ne sont pas prises en compte dans les critères minimaux d'éligibilité pour la composition du consortium (s'il y en a).
- **Partenaires associés** - Les candidats peuvent participer avec des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action mais qui n'ont pas le droit d'obtenir une subvention). Ils participent sans financement et n'ont donc pas besoin d'être validés.



- **Accord de consortium** - Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes qui vous permettent de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous donne également la possibilité de redistribuer les fonds de la subvention conformément aux principes et paramètres internes à votre consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer les fonds de sa subvention à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet donc d'adapter la subvention de l'UE aux besoins de votre consortium et peut également vous protéger en cas de litiges.
- **Budget équilibré du projet** – Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré du projet et des autres ressources suffisantes pour mener à bien le projet (*par exemple, contributions propres, revenus générés par l'action, contributions financières de tiers, etc.*) Il peut vous être demandé de réduire vos coûts estimés s'ils ne sont pas éligibles (y compris s'ils sont excessifs).
- **Règle de non profit** - IES subventions ne peuvent PAS donner lieu à un profit (c'est-à-dire l'excédent des recettes + la subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons ce point à la fin du projet.
- **Pas de double financement** – Il existe une interdiction stricte de double financement par le budget de l'UE (sauf dans le cadre des actions Synergies de l'UE). En dehors de ces actions Synergies, une action donnée ne peut recevoir qu'UNE SEULE subvention du budget de l'UE et les éléments de coût ne peuvent en AUCUN cas être déclarés à deux actions différentes de l'UE.
- **Projets achevés/en cours** - Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà entamés seront évaluées au cas par cas (dans ce cas, aucun coût ne peut être remboursé pour des activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/de soumission de la proposition).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** - La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible si le projet reste en dehors du programme de travail de la subvention de fonctionnement et si vous vous assurez que les éléments de coût sont clairement séparés dans votre comptabilité et qu'ils ne sont PAS déclarés deux fois (*voir [AGA - Convention de subvention annotée, art. 6.2.E](#)*).
- **Propositions multiples** - Les candidats peuvent soumettre plus d'une proposition pour des projets *différents*.  
dans le cadre du même appel (et se voir attribuer un financement pour ces projets).  
  
Les organisations peuvent participer à plusieurs propositions.  
  
MAIS : s'il y a plusieurs propositions pour des projets *très similaires*, une seule candidature sera acceptée et évaluée ; les candidats seront invités à retirer l'une d'entre elles (ou elle sera rejetée).
- **Nouvelle soumission** - Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.



- **Rejet** - En soumettant leur candidature, tous les demandeurs acceptent les conditions de l'appel énoncées dans le présent document (et dans les documents auxquels il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas toutes les conditions de l'appel seront **rejetées**. Ceci s'applique également aux demandeurs : Tous les candidats doivent remplir les critères ; si l'un d'entre eux ne les remplit pas, il doit être remplacé, faute de quoi la proposition entière sera rejetée.
- **Annulation** - Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce cas, vous en serez informé par le biais d'un appel ou d'une mise à jour du sujet. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune compensation.
- **Langue** - Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (le résumé du projet doit cependant toujours être en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous conseillons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de la demande. Si vous avez besoin de la documentation de l'appel dans une autre langue officielle de l'UE, veuillez en faire la demande dans les 10 jours suivant la publication de l'appel (pour les informations de contact, voir la section 12).
- **Transparence - Conformément à** l'article 38 du [règlement financier de l'UE](#), des informations sur les subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).  
Il s'agit notamment de
  - noms des bénéficiaires
  - adresses des bénéficiaires
  - l'objet pour lequel la subvention a été accordée
  - le montant maximal accordéLa publication peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation (sur demande motivée et dûment justifiée) s'il existe un risque que la divulgation compromette vos droits et libertés en vertu de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ou nuise à vos intérêts commerciaux.
- **Protection des données** - La soumission d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au cadre juridique applicable. Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, le cas échéant, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans la [déclaration de confidentialité du portail Financement et appels d'offres](#).